

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
Commission de l'économie,  
des finances, du budget et de  
la fonction publique  
-----

Papeete, le **24 NOV. 2017**

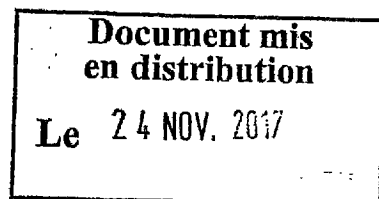
**N° 152-2017**

**RAPPORT**

relatif à un projet de délibération approuvant les budgets  
des comptes spéciaux pour l'exercice 2018,

présenté au nom de la commission de l'économie, des  
finances, du budget et de la fonction publique,

par Messieurs les représentants Nuihau LAUREY et  
Antonio PEREZ



Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 8147/PR du 8 novembre 2017, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2018.

Les comptes spéciaux sont au nombre de huit. Il s'agit du :

- FRPH – Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;
- FPPH – Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;
- FIPTH – Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés ;
- FADES – Fonds pour l'amortissement du déficit social ;
- FDTC – Fonds pour le développement du tourisme de croisière ;
- FELP – Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté ;
- FIGD – Fonds de l'investissement et de garantie de la dette ;
- et du FPSS – Fonds de prévention sanitaire et sociale, nouvellement créé.

Les inscriptions au budget primitif 2018 pour l'ensemble de ces comptes font l'objet d'une seule délibération ci-après présentée par compte spécial.

**1 – Le fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH)**

Régi par les dispositions de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, ce fonds permet de lisser les fluctuations des cours des produits pétroliers et d'assurer un prix stable des hydrocarbures aux consommateurs et aux professionnels.

Les recettes de ce fonds proviennent :

- de l'écart de prix (ou montant de stabilisation) positif entre les prix de vente des hydrocarbures et de gaz arrêtés par le conseil des ministres et leur coût de revient (taxes incluses),
- et de la taxe sur les équipements électriques importés.

*RENDEMENT DES RECETTES DU FRPH (en millions F CFP)*

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BP 2017	BP 2018
TEEI	135	130	137	156	160	150	160
Recettes de régulation	1 673	1 251	2 704	3 812	2 583	1 850	1 840
<b>TOTAL</b>	<b>1 808</b>	<b>1 381</b>	<b>2 841</b>	<b>3 968</b>	<b>2 743</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>

Les dépenses du fonds résultent du caractère négatif de l'écart de prix (ou stabilisation). Elles sont encadrées par les montants de stabilisation plafonds par types de carburants, ce qui permet dans le cas où les cours des hydrocarbures connaissent des hausses, de ne pas grever outre mesure les dépenses du fonds.

Le budget primitif 2018 du FRPH s'établit à 2 milliards F CFP en recettes et dépenses.

## **2 – Le fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH)**

Les dispositions de la délibération n° 97-99 APF du 29 mai 1997 modifiée régissent le fonctionnement du FPPH. Ce fonds de péréquation permet aux prix des hydrocarbures et du gaz d'être identiques à Tahiti et dans les îles.

Il est alimenté par une taxe à l'importation s'appliquant sur l'essence, certains gazoles (principalement ceux destinés aux non professionnels), le gaz et le pétrole. Ces dernières années, les recettes générées par cette taxe ont été les suivantes :

*RENDEMENT DE LA TAXE DE PEREQUATION SUR LES HYDROCARBURES (en millions F CFP)*

CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BP 2017	BP 2018
1 177	1 096	1 311	1 240	1 285	1 200	1 300

Pour 2018, il est proposé d'inscrire une prévision de recette à 1,3 milliard F CFP, pour financer en dépenses, la prise en charge du fret et certains frais inhérents à la commercialisation dans les îles.

## **3 – Le fonds pour l'insertion des travailleurs handicapés (FIPTH)**

Le fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, créé par délibération APF n° 2007-44 du 9 juillet 2007, est alimenté par les participations annuelles des employeurs qui n'ont pas respecté leur obligation d'emploi de travailleurs handicapés, telle que définie par la loi du Pays n° 2007-2 du 16 avril 2007 modifiée.

Les recettes ainsi collectées permettent de financer les dépenses relatives à l'adaptation, à la formation professionnelle des travailleurs handicapés, aux aménagements des postes et locaux de travail, aux subventions en faveur des établissements de travail protégé, au soutien des entreprises pour la promotion de l'accès ou de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour l'exercice 2018, le budget s'équilibre à un peu plus de 91 millions F CFP. Les dépenses concernent essentiellement les aides à caractère économique (85 millions F CFP) et sont financées par la participation des employeurs pour 57 millions F CFP et un prélèvement de 35 millions F CFP sur les réserves du fonds qui s'élevaient au 31 décembre 2016 à 187 millions F CFP.

## **4 – Le fonds pour l'amortissement du déficit social (FADES)**

Créé par délibération n° 2011-7 APF du 21 février 2011, le FADES a pour finalité l'apurement du déficit cumulé au 31 décembre 2010 de la branche maladie du régime général des salariés.

Ce fonds est alimenté par un versement annuel de 800 millions F CFP en provenance du budget général de la Polynésie française, conformément aux dispositions de l'article LP 5 de la loi du pays n° 2011-12 du 7 avril 2011 relative à la prise en charge et aux mesures de résorption du déficit cumulé de l'assurance maladie du régime général des salariés. La convention n° 2808 du 27 avril 2016 fixe les modalités de versement de la contribution annuelle du Pays (périodicité et décompte du solde d'apurement).

Le déficit de l'assurance maladie du RGS constaté à fin 2010 s'élevait à 14,768 milliards F CFP. Depuis il a été versé 700 millions F CFP en 2011, puis de 800 millions F CFP par année de 2012 à 2017, soit un total de 5,5 milliards F CFP. À fin 2017, le montant du déficit restant à apurer s'élève à 9,269 milliards F CFP.

Pour l'exercice 2018, le budget primitif du FADES s'établit à 800 millions F CFP.

## **5 – Le fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)**

---

Le fonds pour le développement du tourisme de croisière, créé par délibération n° 2010-70 APF du 19 novembre 2010 modifiée, est alimenté par la taxe pour le développement de la croisière perçue auprès des paquebots effectuant des croisières touristiques en Polynésie française, telle que définie par la loi du pays n° 2010-13 APF du 7 octobre 2010.

Ce compte est destiné à financer :

- l'aménagement des zones d'accueil et des sites d'intérêt touristique qui font ou feront l'objet de visites des croisiéristes ;
- l'accueil, l'animation et toutes les manifestations organisées à l'attention des croisiéristes à chaque escale dans nos îles ;
- le versement de subventions aux établissements publics, sociétés d'économies mixtes et tous autres organismes privés ou publics et collectivités publiques chargés de la promotion de la destination en lien avec la croisière, de l'animation locale et / ou de l'aménagement et / ou de l'entretien des sites d'intérêt touristique visités par les croisiéristes.

Pour l'exercice 2018, ce compte s'équilibre en section de fonctionnement à 185 millions F CFP dont 125 millions F CFP sont virés en section d'investissement pour financer notamment les aménagements des débarcadères de Paopao (15 millions F CFP), Vairao (30 millions F CFP) et Papetoai (15 millions F CFP), ainsi que le ponton de Vaitape (40 millions F CFP).

## **6 – Le fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP)**

---

En juillet 2013, une réforme fiscale a pérennisé les financements du régime de solidarité de Polynésie française (RSPF) et a créé le FELP destiné à les recevoir.

Ainsi, il est possible d'appréhender globalement les sommes consacrées d'une part aux actions pour l'emploi identifiées dans le chapitre 967 « travail et emploi », et d'autre part au financement du RSPF dans le chapitre 971 « vie sociale ».

Pour l'exercice 2018, les recettes fiscales servant au financement du RSPF atteindraient 25,508 milliards F CFP, dont 30 millions F CFP au titre de la taxe sur la publicité qui sera affectée au FELP au lieu du FIGD à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

La poursuite de la participation de l'Etat au financement du RSPF est confirmée à hauteur de 1,432 milliard F CFP, et la participation du budget général s'élève à 200 millions F CFP.

Au final, le RSPF bénéficiera d'un versement total de 27,140 milliards F CFP.

Les actions pour l'emploi totalisent 4,2 milliards F CFP financées par un versement du budget général. Il est précisé qu'à compter de 2018, les nouveaux contrats du dispositif du corps volontaire au développement émergeront sur le FELP s'agissant d'aides à l'emploi.

Un dégrèvement de 6 millions F CFP est à comptabiliser au titre de la contribution exceptionnelle de solidarité qui était en vigueur de 2014 à 2016. Cette dépense est financée par un prélèvement sur les réserves du fonds. La rédaction de l'article 5 de la délibération de création du FELP est modifiée en conséquence.

Au final, le budget primitif 2018 du FELP s'élève à 31,346 milliards F CFP.

## **7 – Le fonds de l'investissement et de garantie de la dette (FIGD)**

---

La création du FIGD par délibération n° 2013-57 APF du 13 juillet 2013 s'inscrit dans une stratégie de reconstitution du fonds de roulement de la collectivité afin de retrouver la confiance des prêteurs pour lesquels le FIGD constitue une garantie supplémentaire.

Les impôts et taxes affectés à ce compte spécial, permettent de provisionner le remboursement des deux emprunts obligataires pour un montant annuel de 890 millions F CFP.

Compte tenu de la suppression de la taxe sur les excédents de provisions techniques (TEPT), et de l'affectation de la taxe sur la publicité au FELP, seules trois taxes alimenteront le FIGD à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La TEPT applicable aux excédents de provisions réintégrées aux résultats imposables des exercices soumis à l'impôt sur les sociétés est due par les entreprises d'assurance de dommages. La taxe est représentative de l'intérêt correspondant à l'avantage de trésorerie obtenu. Les dispositions de la loi du pays n° 2015-17 du 23 décembre 2015 portant modification du code des impôts ayant admis la compensation des *boni* et des *mali* dans le calcul de la taxe a eu pour effet de diminuer le rendement de la taxe qui ne représente en 2016 qu'une somme légèrement supérieure à 2 millions F CFP. Du fait de son faible rendement budgétaire, il est proposé, au travers de l'article LP 6 du projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales en faveur de la compétitivité des entreprises (*Lettre n° 7075/PR du 6-10-2017*), de supprimer la TEPT.

Pour l'exercice 2018, le budget primitif du FIGD s'établit à 1,597 milliard F CFP.

## **8 – Le fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS)**

---

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il est créé un fonds de prévention sanitaire et sociale.

La création de ce fonds s'inscrit dans la mise en œuvre du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021.

Il a pour objet de dynamiser les programmes de prévention, en ciblant dans un premier temps, la lutte contre le surpoids et l'obésité, puis par la suite, la lutte contre les addictions, les maladies émergentes et toutes maladies impactant fortement les dépenses de santé.

Pour financer ces mesures de prévention, il est prévu de relever la taxation sur les produits et boissons sucrés, dont l'excès est source de nombreuses maladies (diabète, insuffisance rénale, etc.) qui accroissent les dépenses de l'assurance maladie.

À l'issue de ces réflexions sur la fiscalité, une fraction des recettes générées par la taxe de consommation pour la prévention et la taxe sur la production des boissons alcoolisées et de certains produits sucrés serait affectée au FPSS, le reliquat restant affecté au financement du RSPF-FELP.

Dans l'attente, pour l'exercice 2018, les dépenses du FPSS sont financées par un versement du budget général à hauteur de 100 millions F CFP.

\* \* \* \*

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint, que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Nuihau LAUREY

Antonio PEREZ

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : DBF1721835DL-4

**DÉLIBÉRATION N° 2017-115/APF**

**DU 7 DÉCEMBRE 2017**

---

approuvant les budgets des comptes spéciaux pour  
l'exercice 2018

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 AT du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française, valant code des douanes, modifiée par la délibération n° 95-255 AT du 14 décembre 1995 ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 95-15 AT du 19 janvier 1995 modifiant la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 97-99 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création du Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 modifiée approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2002 ;

Vu la délibération n° 2007-44 du 09 juillet 2007 portant création du Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés ;

Vu la délibération n° 2010-70 APF du 19 novembre 2010 modifiée créant le compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds pour le développement du tourisme de croisière » ;

Vu la délibération n° 2011-7 APF du 21 février 2011 portant création d'un compte d'affectation spéciale « Fonds pour l'amortissement du déficit social (FADES) » ;

Vu la délibération n° 2013-57 APF du 13 juillet 2013 modifiée portant création d'un compte d'affectation spéciale « fonds de l'investissement et de garantie de la dette » ;

Vu la délibération n° 2013-58 APF du 13 juillet 2013 portant création d'un compte d'affectation spéciale « fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté » ;

Vu la délibération n° 2017-114/APF du 7 décembre 2017 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « fonds de prévention sanitaire et sociale » ;

Vu l'arrêté n° 2053 CM du 8 novembre 2017 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 4059/2017/APF/SG du 28 novembre 2017 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 152-2017 du 24 novembre 2017 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 7 décembre 2017 ;

## A D O P T E :

**Article 1<sup>er</sup>.**- Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds de Régulation des Prix des Hydrocarbures (FRPH)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement à la somme de *deux milliards de francs pacifiques (2 000 000 000 F CFP)* ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
966	Économie générale	1 840 000 000
990	Gestion fiscale	160 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>2 000 000 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
966	Économie générale	2 000 000 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>2 000 000 000</b>

**Article 2.**- Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds de Péréquation des Prix des Hydrocarbures (FPPH)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement à la somme d'*un milliard trois cents millions de francs pacifiques (1 300 000 000 F CFP)* ainsi qu'il suit :

Chapitre	Intitulé	Montant
990	Gestion fiscale	1 300 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>1 300 000 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
966	Économie générale	1 300 000 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>1 300 000 000</b>

**Article 3.**- Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Travailleurs Handicapés (FIPTH)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement, à la somme de *quatre-vingt-onze millions six cent mille francs pacifiques (91 600 000 F CFP)* ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	56 600 000
991	Gestion financière	35 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>91 600 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	91 600 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>91 600 000</b>

**Article 4.-** Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds pour l'amortissement du déficit social (FADES)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement à la somme de *huit cent millions de francs pacifiques (800 000 000 F CFP)* ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	800 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>800 000 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	800 000 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>800 000 000</b>

**Article 5.-** Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)** est arrêté par chapitre ainsi qu'il suit :

#### EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

En recettes et en dépenses directes de fonctionnement à la somme de *cent quatre-vingt-cinq millions de francs pacifiques (185 000 000 F CFP)*.

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
990	Gestion fiscale	100 000 000
991	Gestion financière	85 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>185 000 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
964	Tourisme	60 000 000
023	Virement à la section d'investissement	125 000 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>185 000 000</b>

#### EN SECTION D'INVESTISSEMENT

EN RECETTES		
En recettes d'investissement à la somme de <i>cent vingt-cinq millions de francs pacifiques (125 000 000 F CFP)</i>		
Chapitre	Intitulé	Montant
021	Virement de la section de fonctionnement	125 000 000
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>125 000 000</b>
EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME		
En autorisations de programme à la somme de <i>soixante-cinq millions de francs pacifiques (65 000 000 F CFP)</i>		
Chapitre	Intitulé	Montant
904	Tourisme	65 000 000
<b>TOTAL AUTORISATIONS DE PROGRAMME</b>		<b>65 000 000</b>
EN CREDITS DE PAIEMENT		
En crédits de paiement à la somme de <i>cent vingt-cinq millions de francs pacifiques (125 000 000 F CFP)</i>		
Chapitre	Intitulé	Montant
904	Tourisme	125 000 000
<b>TOTAL CREDITS DE PAIEMENT</b>		<b>125 000 000</b>

**Article 6.-** L'article 5 de la délibération n° 2013-58 APF du 13 juillet 2013 modifiée, portant création d'un compte d'affectation spéciale « fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté » est complété de la mention :

- le remboursement des dégrèvements sur taxes fiscales.

**Article 7.-** Au titre 2 de la délibération n° 2013-58 APF du 13 juillet 2013, il est inséré après l'article 16 un article 16-1 ainsi rédigé :

*« **Article 16-1.-** Les recettes fiscales issues de la taxe sur la publicité télévisée, de la taxe sur les recettes de publicité autres que télévisée définies respectivement au chapitre III et au chapitre III bis du titre III de la première partie du code des impôts, sont affectées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, au compte d'affectation spéciale « fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté ».*

**Article 8.-** Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement, à la somme de *trente-et-un milliards trois cent quarante-cinq millions huit cent quatre-vingt-seize mille cent treize francs pacifiques (31 345 896 113 F CFP)* ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	4 200 000 000
971	Vie sociale	1 631 980 907
990	Gestion fiscale	25 508 000 000
991	Gestion financière	5 915 206
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>31 345 896 113</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
967	Travail et emploi	4 200 000 000
971	Vie sociale	27 139 980 907
990	Gestion fiscale	5 915 206
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>31 345 896 113</b>

**Article 9.-** Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds de l'investissement et garantie de la dette (FIGD)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement, à la somme d'*un milliard cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions de francs pacifiques (1 597 000 000 F CFP)* ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
990	Gestion fiscale	1 597 000 000
<b>TOTAL RECETTES DIRECTES</b>		<b>1 597 000 000</b>
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
991	Gestion financière	1 597 000 000
<b>TOTAL DÉPENSES DIRECTES</b>		<b>1 597 000 000</b>



**Article 10.-** Le troisième alinéa de l'article 9 de la délibération n° 2013-57 APF du 13 juillet 2013 est remplacé par un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

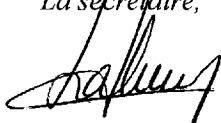
« - la taxe sur les surfaces commerciales, définie au chapitre V bis du titre III de la première partie du code des impôts, ».

**Article 11.-** Pour l'année 2018, le budget du compte spécial dénommé **Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS)** est arrêté par chapitre en recettes et en dépenses directes de fonctionnement, à la somme de cent millions de francs pacifiques (100 000 000 F CFP) ainsi qu'il suit :

EN RECETTES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
991	Gestion financière	100 000 000
TOTAL RECETTES DIRECTES		100 000 000
EN DÉPENSES DIRECTES		
Chapitre	Intitulé	Montant
970	Santé	90 000 000
971	Vie sociale	10 000 000
TOTAL DÉPENSES DIRECTES		100 000 000

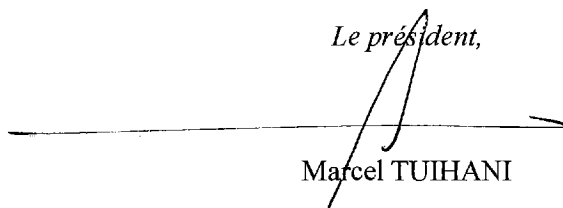
**Article 12.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Marcel TUIHANI

## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS DE REGULATION DES PRIX DES HYDROCARBURES (FRPH)

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	Article Ligne budgétaire	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
966 01	652 7532	REGULATION		
		Aides à caractère économique		2 000 000 000
		Recettes de régulation	1 840 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 966 "ECONOMIE GENERALE"	1 840 000 000	2 000 000 000
990 01	71285	FISCALITE INDIRECTE		
		Taxe sur les équipements électriques importés	160 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 990 "GESTION FISCALE"	160 000 000	0
TOTAL GENERAL			2 000 000 000	2 000 000 000

## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS DE PEREQUATION DES PRIX DES HYDROCARBURES (FPPH)

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	ARTICLE	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
966 01	652	REGULATION Aides à caractère économique		1 300 000 000
		TOTAL CHAPITRE 966 "ECONOMIE GENERALE"	0	1 300 000 000
990 01	71214	FISCALITE INDIRECTE Taxe de péréquation des hydrocarbures	1 300 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 990 "GESTION FISCALE"	1 300 000 000	0
TOTAL GENERAL			1 300 000 000	1 300 000 000

## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES TRAVAILLEURS HANDICAPES (FIPTH)

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	Article Ligne budgétaire	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
967 02		<b>EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE</b>		
	623	Publicité, publications, relations publiques		300 000
	652	Aides à caractère économique		50 300 000
	673	Titres annulés		6 000 000
	7478	Participation des employeurs	56 600 000	
967 03		<b>FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
	652	Aides à caractère économique		35 000 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 967 "TRAVAIL ET EMPLOI"</b>	<b>56 600 000</b>	<b>91 600 000</b>
99103		<b>OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES</b>		
	002	Résultat de fonctionnement reporté	35 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 991 "GESTION FINANCIERE"</b>	<b>35 000 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>91 600 000</b>	<b>91 600 000</b>

## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS POUR L'AMORTISSEMENT DU DEFICIT SOCIAL (FADES)

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	ARTICLE	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
967 01	657331C 778	TRAVAIL		
		Subvention au régime général des salariés		800 000 000
		Autres produits exceptionnels	800 000 000	
TOTAL CHAPITRE 967 "TRAVAIL ET EMPLOI"			800 000 000	800 000 000
TOTAL GENERAL			800 000 000	800 000 000

## POLYNESIE FRANCAISE

**FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME DE CROISIERE (FDTC)**  
 BUDGET PRIMITIF 2018
**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

S-CHAP	Article Ligne budgétaire	LIBELLES	RECETTES		DEPENSES
964 01		<b>EQUIPEMENT ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES</b>			
	615	Entretien et réparations			5 000 000
	628	Divers - Autres services extérieurs			6 000 000
964 03		<b>ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME</b>			
	617	Etudes			20 000 000
	6574	Subventions aux associations et autres organismes de droit privé			4 000 000
	6744	Subventions exceptionnelles aux associations et autres organismes de droit privé			25 000 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 964 "TOURISME"</b>	<b>0</b>		<b>60 000 000</b>
990 02		<b>FISCALITE DIRECTE</b>			
	7341	Taxe pour le développement de la croisière (TDC)	100 000 000		
		<b>TOTAL CHAPITRE 990 "GESTION FISCALE"</b>	<b>100 000 000</b>		<b>0</b>
991 03		<b>OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES</b>			
	002	Résultat de fonctionnement reporté	85 000 000		
		<b>TOTAL CHAPITRE 991 "GESTION FINANCIERE"</b>	<b>85 000 000</b>		<b>0</b>
023		<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>			<b>125 000 000</b>
		<b>TOTAL CHAPITRE 023 "VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT"</b>	<b>0</b>		<b>125 000 000</b>
		<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>185 000 000</b>		<b>185 000 000</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

CHAP	ART	n° AP	LIBELLES	RECETTES	MONTANT AP	MONTANT CP
904			<b>TOURISME</b>			
		xxx.2018	Aménagement du ponton de Vaitape à Bora Bora		40 000 000	
		xxx.2018	Equipements et aménagements touristiques - 2018		25 000 000	
		1.2017	Aménagement du débarcadère de Paopao			
		2.2017	Aménagement du débarcadère de Valrao			
		3.2017	Aménagement du débarcadère de Papetoal			
			<b>TOTAL CHAPITRE 904 "TOURISME"</b>	<b>0</b>	<b>65 000 000</b>	<b>125 000 000</b>
021			<b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>125 000 000</b>		
			<b>TOTAL CHAPITRE 021 "VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT"</b>	<b>125 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>125 000 000</b>	<b>65 000 000</b>	<b>125 000 000</b>

POLYNESIE FRANCAISE  
FONDS POUR L'EMPLOI ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
BUDGET PRIMITIF 2018  
SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	ARTICLE	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
967 02		<b>EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE</b>		
	652	Aides à caractère économique		4 200 000 000
	778	Autres produits exceptionnels	4 200 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 967 "TRAVAIL ET EMPLOI"</b>	<b>4 200 000 000</b>	<b>4 200 000 000</b>
971 02		<b>SOLIDARITE</b>		
	657 331B	RST		27 139 980 907
	74714	Participations de l'Etat - Solidarité	1 431 980 907	
	778	Autres produits exceptionnels	200 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 971 "VIE SOCIALE"</b>	<b>1 631 980 907</b>	<b>27 139 980 907</b>
990 01		<b>FISCALITE INDIRECTE</b>		
	712 22	Droits de consommation sur les autres produits	1 200 000 000	
	712 32	Droits de consommation sur le tabac	5 100 000 000	
	71241	Taxe de consommation pour la prévention	434 000 000	
	712 86	Taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs	750 000 000	
	712 87	Taxe de solidarité pour les personnes âgées et handicapées	1 000 000 000	
	713 11	Produits du crû	587 000 000	
	713 21	Taxe sur la production de boissons alcoolisées et de certains produits sucrés	1 380 000 000	
	713 82	Taxe sur la publicité	30 000 000	
990 02		<b>FISCALITE DIRECTE</b>		
	673	Titres annulés		5 915 206
	731 27	Impôt forfaitaire des très petites entreprises	27 000 000	
	731 28	Contribution de solidarité territoriale	15 000 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 990 "GESTION FISCALE"</b>	<b>25 508 000 000</b>	<b>5 915 206</b>
991 03		<b>OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES</b>		
	002	Résultat de fonctionnement reporté	5 915 206	
		<b>TOTAL CHAPITRE 991 "GESTION FINANCIERE"</b>	<b>5 915 206</b>	<b>0</b>
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>31 345 896 113</b>	<b>31 345 896 113</b>

## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS DE L'INVESTISSEMENT ET DE GARANTIE DE LA DETTE

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	Article Ligne budgétaire	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
990 02		<b>FISCALITE DIRECTE</b>		
	731 17	Taxe sur le produit net bancaire	900 000 000	
	731 21	Taxe sur les activités d'assurance	480 000 000	
	731 25	Taxe sur les grandes surfaces	217 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 990 "GESTION FISCALE"</b>	<b>1 597 000 000</b>	<b>0</b>
991 01		<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS</b>		
	686	Dotations aux amortissements et provisions - Charges financières		890 000 000
991 03		<b>OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES</b>		
	678	Autres charges exceptionnelles		707 000 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 991 "GESTION FINANCIERE"</b>	<b>0</b>	<b>1 597 000 000</b>
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 597 000 000</b>	<b>1 597 000 000</b>



## POLYNESIE FRANCAISE

## FONDS DE PREVENTION SANITAIRE ET SOCIALE

BUDGET PRIMITIF 2018

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

S-CHAP	Article Ligne budgétaire	LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
970 02	622	<b>SANTE PUBLIQUE - PREVENTION</b>		
		Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		90 000 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 970 "SANTE"</b>	<b>0</b>	<b>90 000 000</b>
971 03	622	<b>COHESION SOCIALE</b>		
		Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		5 000 000
	623	Publicité, publications, relations publiques		5 000 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 971 "VIE SOCIALE"</b>	<b>0</b>	<b>10 000 000</b>
991 03	778	<b>OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES</b>		
		Autres produits exceptionnels	100 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 991 "GESTION FINANCIERE"</b>	<b>100 000 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>